

RIAD HIJAB

Ancien Premier ministre, Syrie

Mesdames, Messieurs,

La présente conférence se tient alors qu'en Syrie se poursuit cette surenchère russe et iranienne qui a déjà fait des centaines de milliers de morts et de blessés parmi les civils et entraîné l'exode de millions de Syriens, sans compter les centaines de milliers d'arrestations et de disparitions forcées, la destruction des infrastructures, les déplacements forcés de population, la diffusion des idées extrémistes, les groupes terroristes et les milices confessionnelles et communautaires transfrontalières.

Ces événements ont des répercussions sur la sécurité internationale, en alimentant la crise des réfugiés dans les différents pays occidentaux et en accroissant le risque de recrutement de jeunes gens en Europe et dans d'autres pays encore pour aller se battre aux côtés de l'organisation Daech, cette dernière représentant désormais une menace de premier ordre pour la sécurité à l'échelle mondiale. Dans le même temps, le peuple syrien s'exaspère face à l'échec de la communauté internationale à mettre un terme aux exactions que lui inflige une dictature en bout de course dont le maintien constitue une menace pour l'édifice de la sécurité internationale.

Cette surenchère du régime et de ses alliés russe et iranien en Syrie s'inscrit dans le cadre d'une redistribution des cartes aux différents niveaux régionaux et internationaux, Washington ayant annoncé la suspension des négociations en vue d'une trêve avec Moscou après avoir compris que les Russes s'affairent à une réédition du scénario ukrainien en Syrie, après la mise en place d'une nouvelle administration américaine avec une perspective différente dans le traitement du dossier syrien par rapport à l'administration Obama.

Le récent regain d'activité des acteurs européens et régionaux au Conseil de sécurité et les efforts qu'ils déploient pour condamner la Russie et incriminer le régime représentent une évolution importante dans le déroulement de la crise, surtout depuis qu'ils ont brandi la possibilité de sanctions contre la Russie si cette dernière continue sa surenchère à Alep.

Il ne fait aucun doute que les résultats attendus de l'opération turque Bouclier de l'Euphrate changeront en profondeur la réalité sur le terrain, en particulier avec l'imposition de zones d'exclusion aérienne et en mettant des zones de refuge à la disposition des civils.

On s'attend également à ce que l'arrivée d'un nouveau Secrétaire général aux Nations unies, António Guterres, ait pour conséquence un rôle plus actif du Conseil de sécurité afin de sortir de la situation de paralysie dans laquelle il se trouve en raison du veto russe à répétition, en plus des conséquences attendues des batailles menées à Mossoul contre l'organisation Daech et de leurs répercussions probables sur l'est de la Syrie en termes d'interaction entre les différentes forces en présence en vue d'une opération conjointe contre cette organisation.

Il est une vérité qu'il convient de rappeler avec force, dans ce contexte, c'est que le combat du peuple syrien ne s'arrête plus à la confrontation avec le régime de Bachar al-Assad, dont les figures emblématiques s'accrochent au pouvoir bien qu'elles aient perdu toute légitimité, toute autorité et jusqu'au contrôle du terrain : ce conflit est devenu une lutte existentielle que mènent les Syriens afin de préserver l'unité de leur pays, de restaurer la souveraineté de l'État et de mettre en place des institutions étatiques en dehors des interférences et interventions étrangères qui ont

fait du combat émancipateur en Syrie un conflit régional dans lequel se sont engouffrées des dizaines de milices terroristes et de groupes de mercenaires de différents pays qui cherchent à attiser une guerre confessionnelle et communautaire menaçant le Moyen-Orient dans son ensemble.

Devant cette diversité des activités armées dans la crise syrienne, il convient de réaffirmer qu'on ne saurait comprendre la détérioration de la situation sécuritaire et humanitaire dans notre pays sans tenir compte de l'équation sécuritaire au Moyen-Orient, caractérisée par une intrication poussée des notions de sécurité régionale et de sécurité internationale. Les Syriens ne peuvent pas mener à eux tout seuls la lutte pour se libérer du joug des régimes totalitaires et s'affranchir des idées extrémistes : la communauté internationale doit impérativement jouer son rôle en aidant à repousser ces influences extérieures qui exacerbent les souffrances des Syriens, dont en particulier les Etats qui combattent ouvertement aux côtés du régime et l'aident à commettre toujours plus de crimes et d'exactions contre le peuple syrien au vu et au su du monde entier.

Mesdames, Messieurs,

L'opposition syrienne constitue une pièce du combat mondial contre le terrorisme, et elle mène aujourd'hui des batailles féroces contre ces formations qui font d'un environnement de haine et d'exacerbation des passions confessionnelles et communautaires, des déplacements forcés et du meurtre de masse l'incubateur qui leur permet de recruter de jeunes gens et de les précipiter dans cette fournaise du XXI^e siècle. Et il n'est pas possible de gagner cette bataille en se contentant de bombarder depuis le ciel quelques secteurs déterminés au moyen de satellites.

La guerre contre le terrorisme est un combat global que nous menons à travers des programmes globaux que nous sommes attelés à mettre au point dès la création du Haut Comité des Négociations (HCN) et qui incluent la confrontation des idées aux côtés de la confrontation militaire : éliminer le terreau idéologique et organisationnel qui nourrit l'extrémisme, le confessionnalisme, le communautarisme et la tyrannie ; lutter au niveau de la société, ce qui nécessite qu'on éloigne la jeunesse de cet environnement propice à la pensée extrémiste en mettant des zones sûres à la disposition des civils ; permettre le retour des réfugiés et des personnes déplacées ; mettre en place des programmes de déradicalisation ; parvenir à la réconciliation nationale ; dissuader les vendettas ; préserver les droits des citoyens à l'intérieur du cadre d'une identité nationale inclusive et d'une patrie unique ; affronter les défis économiques, ce qui implique de lancer des projets, de repeupler, de reconstruire les infrastructures et de fournir les services essentiels à tous les citoyens sans aucune discrimination ni favoritisme.

Il ne fait aucun doute que le rétablissement de la sécurité, la restauration des institutions de l'État et le raffermissement des liens de la communauté nationale en Syrie contribueront grandement à renforcer aussi bien la sécurité régionale que la sécurité internationale. Pour parvenir à ces objectifs, le HCN a dévoilé en septembre dernier sa vision de la phase de transition d'après la déclaration de Genève de 2012 et les résolutions pertinentes des Nations unies tendant à l'instauration d'un régime pluraliste fondé sur les principes de citoyenneté, de droits de l'homme, de transparence, de responsabilité, d'État de droit et de réaffirmation de la neutralité politique de l'armée et des forces armées, en faisant des organes de sécurité des institutions professionnelles garantissant la souveraineté et l'indépendance de l'État et protégeant les libertés publiques.

La vision du HCN comprend la création d'un organe de gouvernement de transition jouissant de toutes les compétences et prérogatives du pouvoir exécutif, la préservation de l'intégrité territoriale de la Syrie, la restauration

des institutions de l'État et la garantie de la continuité du travail des ministères, des services publics et des administrations.

Nous avons veillé à ce que cette vision ne se limite pas au seul HCN ou à quelques-unes de ses composantes : nous nous sommes efforcés de répondre aux attentes et aspirations du peuple syrien en appelant au lancement d'un dialogue national global, à procéder à une révision constitutionnelle, à tenir des élections législatives et présidentielles permettant de mettre fin à la phase de transition, et à arrêter une constitution durable pour le pays.

Cette vision a reçu un accueil favorable de la part du large spectre de l'opposition syrienne et a été saluée par la communauté internationale, et il ne fait aucun doute que sa mise en œuvre aidera à sortir du chaos et à faire taire les armes, avec la constitution d'un Conseil militaire chargé d'intégrer toutes les forces armées, un monopole de l'État sur la détention d'armes, le désarmement des groupes rétifs, le contrôle des frontières, prévenir l'infiltration d'éléments terroristes et mettre un terme à tout soutien pouvant leur parvenir à travers les frontières.

Nous travaillons en ce moment même à mettre en œuvre nos plans d'intégration de la jeunesse afin de la retirer des incubateurs d'extrémisme et des champs de bataille et de l'amener à contribuer de façon positive dans un environnement sain et exempt de violence, en exécutant des programmes de développement, en proposant des alternatives idéologiques et culturelles éprouvées, en nous efforçant de faire entendre un autre son de cloche dans les médias, et en mettant en œuvre une politique de réforme globale de la société.

Sur le plan extérieur, le principe à l'œuvre derrière notre action c'est la flexibilité, une approche réaliste de la politique, ne pas imposer de conditions préalables lors de nos prises de contact et dans nos relations diplomatiques, et ne pas nous interdire de communiquer avec quelque partie que ce soit qui représente de façon crédible les demandes du peuple syrien et sert ses intérêts.

Mesdames, Messieurs,

Le processus de changement politique est une étape difficile et douloureuse que de nombreuses nations civilisées ont traversée à des moments déterminants de leur histoire. Le peuple syrien comprend bien qu'il se trouve à la croisée des chemins et que la phase actuelle exige des sacrifices, de la flexibilité et du réalisme sans pour autant abandonner les règles ni renoncer aux principes, toute la difficulté étant cependant que le régime de Bachar al-Assad et ses alliés s'obstinent à violer le droit international afin d'empêcher ce changement inéluctable, en ciblant les zones peuplées avec des armes chimiques, des gaz toxiques, des bombes à fragmentation, des bombes au phosphore et autres armes interdites par les conventions internationales, en affamant et en tuant délibérément, en suivant une politique de déplacements forcés, de changement démographique, en attisant les passions confessionnelles et communautaires, et en contrecarrant les initiatives internationales destinées à faire cesser les combats et à engager un processus de transition politique.

Afin d'engager un processus de négociation utile et fructueux, il convient que les Nations unies mettent au point une approche nouvelle corrigeant les erreurs des trois précédents cycles de négociation, et ce, en mettant en place un environnement propice au moyen de l'exécution des articles 12, 13 et 14 de la résolution 2254 du Conseil de sécurité, en particulier en ce qui concerne l'arrêt des combats, la levée du siège imposé aux villes et villages syriens, la libération des détenus, l'adoption d'un agenda contraignant de transition politique conformément à la déclaration de Genève de 2012 et l'imposition d'un calendrier clair en vue de parvenir à un accord politique.

Il convient néanmoins de réaffirmer qu'en la matière, ce conflit est fondamentalement une lutte entre la civilisation et la démocratie d'une part, et les forces de l'extrémisme, de la tyrannie et de la barbarie d'autre part, un conflit qui ne laisse pas de place à la conciliation avec l'adversaire ou à la recherche de demi-solutions avec lui. Les Etats occidentaux ont bien vu que c'était une erreur de ne pas avoir agi face aux forces nazies et fascistes en Pologne, en Tchécoslovaquie et dans les Balkans en 1939, une erreur qui a coûté la vie à des millions de personnes dans une guerre mondiale destructrice sans équivalent dans l'histoire de l'humanité.

En Syrie, en Ukraine et dans d'autres points chauds, les Alliés se trouvent face à un défi civilisationnel : défendre la liberté et la démocratie contre un Axe coalisant les forces de la tyrannie, de la dictature et les groupes extrémistes et radicaux, ce qui nécessite une politique ferme et résolue s'inspirant du principe d'Eisenhower afin d'empêcher l'union des forces modérées et démocrates de se désagréger face à l'expansion du totalitarisme.

Malgré ces défis ardu nous avançons, par nos efforts, vers la réalisation de toutes les attentes et aspirations du peuple syrien, persuadés que nous sommes que le peuple syrien est capable de renaître de ses cendres sur sa terre, le HCN jouant le rôle qui lui est imparti dans la restauration de l'unité du pays et le rétablissement des institutions de l'État face aux visées expansionnistes de l'étranger en œuvrant à rédiger des documents de référence pour la phase de transition, difficile travail de refondation que nous engageons main dans la main avec tous les Syriens, qui ont fait de grands sacrifices pour se libérer du joug de la dictature, rejeter les idéologies extrémistes et de haine, et parvenir à la liberté et à l'indépendance.